

Elections municipales et cantonales

Après les élections cantonales et municipales : Le danger fasciste n'a pas disparu

Les élections municipales et cantonales des 11 et 18 mars 2001 ont constitué pour les deux partis d'extrême droite, le FN et le MNR, une épreuve grandeur nature. Leurs résultats, suite à la scission intervenue entre fin 1998 et début 1999, nous montrent que le danger fasciste est loin d'avoir disparu.

Cantonales : L'extrême droite progresse

A la différence des élections municipales, dont l'issue est souvent due en bonne partie à des circonstances purement locales, les cantonales permettent d'obtenir une image de l'état de l'extrême droite sur le plan national. Même si en l'occurrence, la consultation ne concernait que 40 % environ du corps électoral au niveau national, 2.021 cantons au total ayant été renouvelés.

Aux cantonales des 11 et 18 mars dernier, les deux formations d'extrême droite ont réussi à obtenir un résultat global supérieur d'environ un point et demi au score national des FN et MNR réunis lors des élections européennes de juin 1999. Le FN était plus présent à ce type d'élections que le MNR, avec 1.703 candidats contre 1.318 pour le parti de Mégret. Par contre, ce dernier avait plus fortement misé sur les élections municipales que le parti lepéniste, présentant 395 listes (contre 225 du FN). Le FN avait visiblement privilégié les cantonales en raison de leur caractère plus national, mais surtout aussi à cause du moindre effort en personnel que nécessite la présence aux cantonales (par rapport aux scrutins municipaux). Le FN était ainsi le premier parti quant à sa présence aux cantonales, en tenant compte du fait que le PS avait souvent renoncé à présenter un candidat dans un canton au profit du PCF ou le RPR, au profit de l'UDF. A l'inverse, le MNR avait davantage misé sur la "proximité" par rapport au ter-

rain social et local, en misant plus sur les élections municipales.

Aux cantonales de mars 2001, le FN lepéniste a ainsi obtenu une moyenne de 7,1 % des voix contre 3,1 % dans le cas du MNR (moins fortement présent). Ces résultats sont globalement supérieurs à ceux obtenus par l'extrême droite aux européennes de 1999 (9 %, dont 5,7 % pour le FN et 3,3 % pour le parti mégrétiste). Mais avec 10,2 % des suffrages exprimés, l'extrême droite fait aussi mieux que lors des dernières élections cantonales dans les mêmes cantons, en 1994 (9,9 %).

En même temps, les deux frères ennemis perdent (sous les conditions du scrutin majoritaire appliqué aux cantonales) les cantons dont les conseillers généraux sortants étaient issus de leurs rangs. Ainsi le FN perd les cantons de Toulon 6 et de Dreux-Ouest, où il n'obtient plus que des résultats autour de 10 %, et celui de Canisy dans la Manche où le sortant FN ne se représentait plus. Le MNR perd "son" canton de Mulhouse-Nord, même s'il garde celui de Marignane qui n'était pas renouvelable lors du récent scrutin. Cependant, le MNR obtient des scores importants dans les cantons de Mulhouse-Nord (46 % avec Gérard Freulet, candidat implanté de longue date), mais aussi à Salon-de-Provence, canton qu'il rate cependant avec 43,5 % des voix.

Municipales : L'extrême droite n'est pas présente partout

Aux élections municipales, cependant, l'extrême droite n'est pas présente partout sur le

Sommaire

P. 1 à 4 : Elections municipales et cantonales

P. 6 : Revue de presse brune

territoire national, mais plutôt sous forme d'une "peau de léopard" comme a pu l'écrire le politologue Jean-Yves Camus dans Libération. En principe, la raison réside le plus souvent dans une défaillance de l'"offre" politique, partisane, plutôt que dans un défaut de "demande" électorale. La loi électorale, obligeant tous les partis politiques à présenter des listes complètes aux municipales, combinée à la nouvelle loi sur la parité entrée en vigueur en 1999, ont dans un certain nombre de cas empêché le FN et / ou le MNR de participer localement au scrutin.

Avec cette loi, les partis d'extrême droite étaient souvent placés en porte à faux. Au total, la présence territoriale de l'extrême droite aux municipales a ainsi baissé d'un bon tiers entre 1995 et 2001. Dans les villes moyennes et grandes (à partir de 10.000 / 15.000 habitants en fonction de la densité de l'urbanisme dans la région) et les arrondissements des très grandes villes, l'extrême droite était présente avec 435 listes en 1995, et encore avec 284 listes en 2001.

L'exemple le plus emblématique est l'absence du FN à Dreux, ville où il avait connu son tout premier succès électoral (lors d'un scrutin municipal répété en septembre 1983) ainsi que sa première majorité absolue (lors d'une législative partielle en décembre 1989, sa candidate Marie-France Stirbois étant ainsi élue à l'Assemblée nationale sous le scrutin majoritaire). Lors de la date butoir pour l'enregistrement des listes aux dernières municipales, il manquait encore trois candidates féminines au FN. Le MNR, lui, était présent, mais n'arrivait pas à rattraper le terrain perdu, placé (avec 9,8 % des voix exprimées) dans l'impossibilité de se maintenir au second tour. Dans un certain nombre de cas, le FN ou (nettement plus souvent) le MNR a d'ailleurs tenté de forcer quelque peu le destin. Ainsi à Colmar, nous rapporte-t-on, le parti mégrétiste s'était ouvertement lancée à la recherche de femmes acceptant d'être candidates sous ses couleurs, par annonce insérée dans un journal local. Dans d'autres cas, le MNR (et, dans des cas plus rares, aussi le FN) avait inscrit des dames très âgées, à qui il avait fait signer des prétendues "pétitions contre l'insécurité grandissante", à leur insu sur ses listes électorales. Pour cette raison, la liste MNR à Poitiers a été annulée par la justice (pas moins de 27 candidats sur 53 demandant d'en être rayés pour y avoir été inscrits frauduleusement). D'autres cas dans le département des Yvelines occuperont la justice le 11 avril, date de comparution de la tête de liste MNR à Poissy devant le juge.

Mais en même temps, l'extrême droite a aussi réussi à garder la plupart des villes qu'elle dirigeait jusqu'ici (hormis la plus grande d'entre elles, Toulon), et elle a même réussi, dans quelques endroits, à dépasser les résultats électoraux qui étaient les siens aux municipales de 1995. (Comme par exemple à Boulogne-sur-Mer, où elle passe -sous le sigle du MNR- de 4,3 % il y a six ans à 9,5 %, ou encore à Bergerac où elle progresse de 6,8 % à 14,9 %.) Dans d'autres endroits, elle connaît un recul sans que l'on puisse parler d'une implosion ou d'un affaissement sérieux.

Orange, Marignane et Vitrolles : Réélections triomphales pour les maires fascistes

A Toulon, l'extrême droite a payé le prix fort de ses divisions ainsi que de l'incapacité avérée de son ancienne équipe municipale. Elle connaît un phénomène de balkanisation dans ses élections. Le maire sortant Jean-Marie Le Chevallier, qui a quitté le FN lepéniste en mars 1999, rallié en dernière minute avant les élections par le MNR, doit se contenter du maigre résultat de 7,8 %. Du côté du FN "canal historique", qui cherchait avant tout à punir Le Chevallier pour avoir "trahi", les choses ne vont guère mieux. Jean-Louis Bouguereau, avocat de l'amie des animaux et des fascistes Brigitte Bardot, obtient 5,5 % des voix exprimées. De son côté, Dominique Michel, président un "groupe des droites toulonnaises" qui a voulu garder la neutralité entre lepénistes et mégrétistes, rêvant de se poser en arbitre entre les rivaux de l'extrême droite, n'obtient que 2 % des voix. Mais notons quand-même que le "recyclage" des anciennes voix FN par un courant national-populiste, représenté par Jean-Charles Marchiani, s'il fonctionne toujours, connaît désormais ses ratés, Marchiani passant des 20,5 % qu'il avait obtenus pour la liste Pasqua / de Villiers aux européennes de 1999, à 14,2 % aux municipales. Et ajoutons que cela fait toujours 15,3 % des voix exprimées pour des candidats clairement marqués à l'extrême droite, et que l'addition de ces voix avec celles du national-populiste Marchiani (le phénomène politique n'étant cependant pas le même) donne toujours presque 30 % des suffrages.

Par contre, le maire sortant lepéniste à Orange, Jacques Bompard, est réélu triomphalement dès le premier tour avec 60 % des suffrages. Ce qui doit apparaître comme plus inquiétant encore, il obtient la majorité absolue des voix dans les bureaux de vote de la ville. Ceci pourrait signifier que la politique de substitution de l'Etat, reprenant à son compte les dé-

penses sociales supprimées par la mairie, ont fini par apporter un double bénéfice à la mairie FN. D'un côté, les réductions d'impôts locaux et la suppression de dépenses dirigées vers les quartiers périphériques et les cités populaires ont incontestablement amélioré la situation financière des couches moyennes et des habitants du centre-ville, sur lequel la mairie avait "mis le paquet".

De l'autre côté, les effets négatifs de ces coupures se sont certainement moins fait sentir puisque l'Etat se substituait à la mairie pour la plupart des dépenses supprimées pour des raisons idéologiques. Ainsi la mairie a pu gérer sans rencontrer de contestations trop importantes. Cela n'enlève rien à la brutalité de la désolidarisation sociale ainsi pratiquée par la municipalité FN. Ajoutons que les immigrés dans la ville, là comme ailleurs, n'ont souvent pas voté, n'ayant pas le droit de vote ou (pour les jeunes issus de l'immigration) n'étant pas inscrits sur les listes électorales.

Un autre membre du FN lepéniste a par ailleurs réussi à gagner une mairie, mais ici il s'agit d'une petite municipalité et d'un vote acquis pour une liste se présentant comme apolitique et tournée vers les seules préoccupations locales. Il s'agit de Marie-Christine Bignon, élue maire de Chauffailles - commune de 4.500 habitants à mi-chemin entre Dijon et Lyon, dans la Saône-et-Loire - avec 59,9 %. On devra cependant supposer que la majorité de ses électeurs n'était, ici, pas au courant de son appartenance au FN.

Le MNR, de son côté, réussit à gagner les deux municipalités qu'il gérait jusqu'ici. A Marignane, seule la présentation, en dernière minute, d'une liste du FN lepéniste (destinée avant tout à nuire au maire sortant mégrétiste, Daniel Simonpieri) avait empêché que le représentant du MNR gagne la majorité absolue dès le premier tour. Le 11 mars, Daniel Simonpieri a ainsi obtenu 47,8 % des voix contre 2,4 pour la liste lepéniste.

Ajoutons que Jean-Christian Tarelli, ancien premier adjoint de Simonpieri passé en 1999 - lors de la scission de l'extrême droite - à la droite conservatrice dure, a pu gagner 6,8 % en défendant les couleurs du RPF pasquaïen. Mais l'événement le plus choquant lors de ces municipales a certainement été la réélection, certes plus serrée ici, de Catherine Mégret à Vitrolles. Le fait que cette dernière avait été condamnée, en novembre 2000, à une peine de prison avec sursis pour discrimination raciale en première instance, ainsi que celui que le tribunal d'Aix-en-Provence avait condamné l'équipe MNR à mentionner sur ses tracts dans

un encadré que "ce programme est fondée une discrimination raciale illicite envers les immigrés" ne semble pas avoir impressionné bon nombre d'électeurs. L'un des éléments les plus marquants dans l'analyse des résultats est sans doute- le report d'un grand nombre de voix RPR sur la liste Mégret entre les deux tours, et le rôle joué par les abstentionnistes du premier tour. Ainsi la droite classique perd une petite moitié de ses électeurs du 11 mars (17,6 %) entre les deux tours, visiblement au profit de Mme Mégret. Le candidat RPR Christian Rossi, lui-même victime d'une sordide campagne de dénigrement l'accusant (par tracts anonymes parvenant probablement de l'extrême droite) d'être "l'auteur d'un viol homosexuel", avait maintenu sa liste entre les deux tours. Ceci en justifiant sa décision par la nécessité de "fixer les voix de droite, afin qu'elles ne se reportent pas sur la liste MNR puisque ces électeurs ne veulent pas voter pour la gauche". Ce discours ne semble pas avoir retenu une partie importante de ses électeurs de voter néanmoins pour l'équipe Mégret au second tour. Par ailleurs, la forte progression de la participation (plus 7 %) entre les deux tours n'ayant pas nui au MNR (dont la progression au second tour est tout à fait équivalente aux pertes de la droite classique), il apparaît que Mégret semblait même disposer de réserves parmi les abstentionnistes du premier tour.

Des scores élevés pour l'extrême droite dans ses zones de force

Plus généralement, le sud-est de la France reste un fief de l'extrême droite même divisée. Ainsi les deux frères ennemis réussissent toujours à obtenir 17,8 % de suffrages exprimés à Marseille. Ici, c'est le MNR de Bruno Mégret (ce dernier étant lui-même candidat à la mairie de la ville) qui est en tête, avec 10,4 % pour les mégrétistes au premier tour contre 7,3 % pour le FN lepéniste. Au deuxième tour, le FN disparaît partout sur Marseille, alors que le MNR reste présent dans 5 secteurs sur 8 et obtient ainsi 12,2 % sur toute la ville au second tour (Bruno Mégret "faisant" 20,3 % dans son secteur) . En 1995, le Front national encore unifié avait obtenu 22 % au premier, et 19 % au second tour.

A Nice, l'extrême droite réussit encore à rassembler 15,0 % au premier tour (12 % pour la candidate FN Marie-France Stirbois, 3 % pour le MNR). Au second tour, elle obtient encore 14,2 % des voix. Ces résultats sont nettement supérieurs à ceux de juin 1995, où le FN de l'époque avait dû se contenter de 12,5 % au

premier tour et 7,5 % au second. Mais il est probable que les néofascistes avaient alors du mal à se démarquer du candidat de la droite "classique", Jacques Peyrat, ancien compagnon d'armes de Jean-Marie Le Pen en Indochine et en Algérie. Ce dernier n'avait lui-même quitté le FN, dont il était le député national entre 1986 et 1988, qu'à la fin de l'année 1994, pour intégrer le RPR plus tard (en juin 1996). En 1995, l'extrême droite devait donc "coller" au plus proche à l'homme élu maire de la ville en cette année, qu'à l'heure actuelle. Peyrat, lui, est réélu au second tour avec 44,5 % des voix, alors même qu'une partie de la droite RPR/UDF s'était clairement prononcé contre sa réélection (quitte à faire passer la gauche au second tour) et qu'il avait été mis en difficulté au premier tour, où il a obtenu 37,3 % des suffrages.

Les banlieues parisiennes et lyonnaises, elles aussi, continuent à être des terres fertiles pour l'extrême-droite. Ainsi, dans deux des villes les plus importantes du département Seine-Saint-Denis, l'extrême droite obtient des scores supérieurs à ceux de la droite républicaine, en 2001. A Bobigny, chef-lieu du département, le MNR obtient 18,2 % (contre 18,0 % de l'ancien FN en 1995) vis-à-vis des 16,7 % des suffrages exprimés en faveur de l'Union de la droite. A Saint-Denis, le parti de Mégret "fait" 15,6 %, résultat supérieur à celui de l'Union de la droite qui obtient 13,4 %, même s'il est moins important que celui de l'extrême droite non encore divisée en 1995 (24,4 %).

A Pierrefitte, ville voisine de Saint-Denis, le MNR est la seule force située à droite de l'échiquier politique qui se présentait aux dernières municipales, la droite bourgeoise étant inexistante sur la ville. Le MNR obtient ainsi 29,1 % au premier et 27,9 % au second tour. En 1995, le FN alors représenté par le même candidat que maintenant le MNR, Franck Timmermans, avait obtenu 26,4 et 26,2 aux deux tours successifs, mais il était alors flanqué d'une droite qui obtenait à son tour 22 et 25,6 % aux deux tours des municipales de l'époque. Il faudra mentionner en même temps le fait que l'abstention est souvent importante dans ces villes de banlieue, se chiffrant à 47,8 % à Pierrefitte (1995 : 41,1 %), à 55,9 % à Bobigny (contre 45,6 % en 1995) et à 53,5 % à Saint-Denis (contre 50,8 % six ans auparavant).

En même temps, une série de villes de banlieue voit fondre les scores électoraux de l'extrême droite, même si cette dernière reste fortement présente. C'est le cas (les résultats du

FN et du MNR étant additionnés là où tous les deux se présentaient) par exemple à Aulnay-sous-Bois (13,3 % en 2001 contre 20,0 % en 1995), Bagnole (13 % contre 17,5), Bondy (17 % contre 28,4 avec un taux d'abstention presque identique), Clichy-sous-Bois (17,7 % contre 31,7), Gagny (10 % contre 15,9 %). Dans certaines autres banlieues, les partis d'extrême droite s'étaient avérés incapables de présenter des listes, comme à Aubervilliers (1995 : 19,5 %), La Courneuve (1995 : 21,7 %) ou Drancy (19,2 %, il y a six ans).

Dans certaines villes de la région parisiennes socialement et politiquement plutôt marquées (très) à droite, des forces de la droite conservatrice avaient présenté des listes communes avec les néofascistes. Tel est le cas de Versailles où Henry de Lesquen, président du Club de l'Horloge (un des "laboratoires à pensée" historiques à l'intersection de la droite extrême et de l'extrême droite), a dirigé une liste divers droite contre la majorité RPR sortante et obtenu un score important (20,6 % au premier tour et 26 au second). Le dirigeant MNR Philippe Colombani était inscrit en quatrième position sur la liste. A Montfermeil, le maire sortant Philippe Bernard, proche de Philippe de Villiers et auteur de discriminations racistes notoires dans sa ville lui ayant valu des condamnations en justice, est réélu dès le premier tour avec 53,2 % des voix exprimées, ayant lui aussi présenté des militants néofascistes sur sa liste.

Des alliances similaires, et plus médiatisées, avaient vu le jour dans certaines banlieues lyonnaises. Mais ici, c'étaient des sections UDF et RPR locales qui avaient accepté de se présenter ensemble avec des sections entières de l'extrême droite d'avant la scission. Ces dernières ayant souvent refusé de choisir entre Le Pen et Mégret, elles s'étaient maintenues comme forces locales et constituaient la force principale des listes d'union droite / extrême droite comme à Rillieux-la-Pape, sous la direction de Denis de Bouteiller (ancien trésorier national du MNR de Mégret). Mais alors qu'arithmétiquement, en additionnant les résultats de la droite parlementaire et de l'ancien FN obtenus par exemple aux régionales de 1998, on aurait pu penser que ces alliances pourraient être majoritaires, elles ont été battues au premier tour. Tel est le cas à Rillieux-la-Pape où l'alliance droite / extrême droite obtint 35,9 % auxquels il faudra ajouter les 10,5 % obtenus par une liste FN pur sucre (présenté en dernière minute par Bruno Gollnisch, chef de file lyonnais du FN, afin de nuire à ses anciens camarades). Mais la liste de la gauche plurielle l'emporte dès le premier tour avec 53,6 %. Le

même phénomène se retrouve à Saint-Priest où l'ancienne droite / extrême droite a obtenu 44,6 % contre 55,4 pour la coalition de gauche. Il est à noter que l'UDF avait exclu les protagonistes de ces listes (comme A. Duperré à Rillieux-la-Pape), mais sans être capable de présenter une liste locale opposée à l'alliance nauséabonde, la crise sociale des banlieues ayant fait éroder la base sociale de la droite bourgeoise.

Enfin, à Lyon même, la droite ayant fusionné ses listes entre les deux tours avec celles de l'ancien allié du FN Charles Millon, qui avait accepté de gérer la région Rhône-Alpes avec l'extrême droite en 1998, c'est là encore la coalition de gauche derrière le nouveau maire Gérard Collomb qui l'emporte. Mais notons quand même que la droite est néanmoins restée majoritaire en voix, la gauche devant sa victoire à la répartition des sièges municipaux entre arrondissements. La droite a ainsi obtenu 50,3 % des suffrages exprimés au second tour contre 48,6 pour la gauche. Le FN derrière Bruno Gollnisch, par contre, se trouvait laminé dès le premier tour, en passant des 15 % obtenus en 1995 à 6,95 %. Il est fort probable qu'une bonne moitié de son ancien électorat a été attirée et absorbée par la "Droite chrétienne-libérale" de Charles Millon qui, elle, obtint un score élevé de 23,1 % au premier tour. Dans les neuf arrondissements lyonnais, le MNR est soit absent, soit doté de résultats tout à fait insignifiants.

Parmi les zones de force de l'extrême droite, il faut encore mentionner le Nord-Pas de Calais où elle reste à des hauts niveaux, tout en reculant et en n'étant pas présente dans toutes les municipalités. A Roubaix, le FN et le MNR obtiennent ensemble 19 % (contre 24,4 % pour l'ancien FN en 1995). A Tourcoing, c'est le FN lepéniste seul qui obtient 20,5 % (contre 32,5 % en 1995) et à Lille, il récolte 11,5 % (contre 11,6 % il y a six ans). En Alsace enfin, la présence géographique de l'extrême-droite connaît tout une série de "trous", mais là où elle se présente, elle arrive toujours à récolter des scores importants. Il est à noter qu'à Strasbourg, le rapport entre l'extrême-droite nationaliste (en 1995, le FN avait obtenu 9,5 %) et l'extrême-droite régionaliste (autour de l'ex-conseiller régional FN Robert Spieler, qui avait fait 5,1 % en 1995) s'est renversé au profit de cette dernière. En 2001, c'est le Mouvement régionaliste alsacien (MRA) de Robert Spieler qui mène désormais avec 9,2 % face à un FN lepéniste qui obtient, lui, 7,5 %. Mais la somme des deux résultats est en même temps bien supérieure à celle en 1995.

La diminution des "triangulaires"

L'un des phénomènes les plus remarquables de ce scrutin consiste en la diminution notable des "triangulaires" imposé par les néofascistes à la droite classique, face à la gauche au second tour. L'extrême droite arrive moins souvent à se maintenir au second tour, ce qui est en partie dû au fait que quelquefois les voix du premier tour se répartissent sur deux partis. (En 1995, l'ancien FN avait pu maintenir 234 listes au second tour. En 2001, tel était le cas de 78 listes d'extrême droite.) Et là où elle se maintient, ses parts au profit du "vote utile", exprimé en faveur de la droite classique, sont souvent nettement plus fortes qu'auparavant. Ainsi à Blois, dans une triangulaire face à Jack Lang, le FN perd une petite moitié de ses électeurs (environ 8 %) entre les deux tours au profit de la droite victorieuse. Du coup, une partie de la droite classique semble considérer le phénomène du néofascisme comme beaucoup moins dramatique...

Le Monde du 28 mars a aussi pu remarquer que l'opposition de droite aurait progressé dans sa capacité "de récupérer, localement, les voix d'électeurs qui votaient pour l'extrême droite ou qui continuent à le faire au premier tour de scrutin". Cette capacité renforcée semble due, outre la scission de l'extrême droite et son (très relatif) affaiblissement consécutif à un discours de nombreux élus locaux qui est très fortement axé sur la sécurité. Cela pourrait renforcer la tentation de combattre l'extrême droite en reprenant ses thèmes et une partie de son discours. Or, rien n'indique que ce qui semble partiellement fonctionner au plan local, puisse pareillement marcher au niveau national.

Elections régionales à Vienne du 25 mars : Le FP (extrême droite) recule fortement

La participation au gouvernement fédéral et sa gestion purement néolibérale ne semblent, pour le moment, vraiment pas profiter à l'extrême droite autrichienne, au moins sur le plan électoral. Les élections régionales à Vienne, organisées le 25 mars 01, avaient valeur de test. Le FP de Jörg Haider avait mis le paquet sur la démagogie sécuritaire, la xénophobie et, très ouvertement désormais, l'antisémitisme.

Ainsi Jörg Haider s'est-il beaucoup impliqué personnellement dans la campagne électorale dans la capitale, alors qu'il a formellement démissionné de la direction fédérale de son parti le 1er mai 00, en multipliant les calembours et attaques clairement antisémites. Ainsi il avait attaqué le président de la (très petite) communauté juive autrichienne, Ariel

Muzicant, en faisant des calembours portant sur son nom et en lui reprochant d'"empêcher la réconciliation" en rappelant (selon Haider) constamment aux Autrichiens leur culpabilité sous le nazisme.

Par ailleurs, Haider avait formulé que le choix, aux régionales fin mars, serait fondamentalement celui entre "un vrai cœur viennois et la Cité Est", il fallait entendre par là : le lobby juif américain. Mais la recette, ayant valu beaucoup de succès à Haider dans le passé, de mêler le discours antisémite à un mécontentement social n'épousant pas les formes d'une conscience politique et sociale développée, n'a pas payé pour le FP cette fois-ci. Le parti de la droite populiste perd un quart de ses électeurs et passe de 27,9 % des voix (en 1996) à 20,2 %. Le grand vainqueur est le Parti social-démocrate SP qui gagne 7,7 points et arrive ainsi à 46,8 % des voix exprimées.

Le SP est surtout remontée dans les vieux quartiers ouvriers ayant un fort taux d'immigrés parmi leurs habitantes, où les pertes du FP avoisinent ou dépassent régulièrement les 10 %. Cette fois-ci, l'expérience de la politique antisociale réelle du gouvernement semble avoir plus fortement marqué les esprits, que les ressentiments racistes et antisémites très fortement répandus dans la société autrichienne. Autre vainqueur du scrutin, les Verts qui passent de 8 à 12,5 % des suffrages et semblent rassembler toutes les couches modernistes, à la fois libérales et humanistes, derrière eux.

Revue de presse brune

Seuls de chez seuls...

Ils sont syndicalistes, travailleurs sociaux, ou bénévoles. Ils ont résisté depuis déjà quatre interminables années contre la municipalité FN puis MNR de Vitrolles.

Ils racontaient pour *Le Monde*, le 06 mars dernier, leur quotidien.

Entre résistance et découragement :

- les menaces, les insultes, les départs des collègues « on ne peut pas leur en vouloir », mais aussi les procédures juridiques gagnées (pour licenciement illégal) confirmées en appel,
- l'appel sans réponse des responsables d'une régie de quartier vers l'OPAC « sous influence socialiste »...

- l'union syndicale CFDT-CGT des communaux face à une section syndicale FO « manipulée » par les élus d'extrême-droite (voir ISA n°24),

- la suspicion continue - « peut-être qu'il a voté FN »- et pourtant l'engagement qui se poursuit pour des bénévoles, parce qu'il serait « lâche de quitter, au moment où certains n'ont pas la chance de pouvoir choisir ».

Tous les témoignages contenus dans cet article prennent aujourd'hui une dimension particulière.

Après les réélections des maires FN et MNR de Vitrolles, Orange et Marignane, il s'agit d'abord de manifester notre solidarité avec toutes celles et tous ceux qui choisiront, malgré tout, de rester pour continuer à résister.

Si ISA n'a pas vocation à agir sur les raisons politiques de ces désastres, nous continuerons à diffuser toutes les informations touchant particulièrement les acteurs des mouvements sociaux dans ces villes où des fascistes détiennent le pouvoir local.

Pour que toutes celles et tous ceux qui résistent ne soient pas « seuls de chez seuls ».

Attention FN !

CFDT Info 34 du 1^{er} trimestre 2001 - de l'UD CFDT de l'Hérault - rappelle « l'incompatibilité entre l'appartenance à la CFDT et la défense des idées de l'extrême droite ». L'UD CFDT appelle ses militants à vérifier qu'aucun adhérent à la CFDT n'était candidat FN ou MNR aux élections municipales de mars dernier.

ISA ne peut que saluer cet appel à la vigilance, alors que toutes les organisations syndicales peuvent être confrontées à de très mauvaises surprises (voir ISA n°23 à propos des élections à Lyon et l'article concernant FO Roissy).

National Hebdo, le retour du social ?

Deux articles dans NH, à quinze jours d'intervalle (NH 869 et 871, semaines du 15 au 21 mars et du 29 mars au 04 avril), traitent de réorganisations industrielles et de leurs conséquences sociales. Ces articles sont rangés dans une page sociale de NH, et portent le surtitre de Mondialisme, ceci souligne, sans doute, la volonté de poursuivre dans la durée cette rubrique, et de revenir sur des thèmes partiellement délaissés depuis la scission du FN.

Toutefois, on ne retrouve pas la veine offensive qui caractérisait les articles de la période 96-98, au moment où les mégrettistes pesaient de tout leur poids sur ces questions.

En effet, dans les articles récents de NH, le contraste est saisissant entre la précision des faits et l'extrême faiblesse des conclusions politiques.

Ainsi en les prenant dans l'ordre, le premier traite avec force détails de la fusion entre Usinor, Arbed, et Arcellia, et de l'importance acquise par la nouvelle entité sidérurgique Newcom. Après avoir noté que l'on aurait pu se réjouir de la naissance d'un géant européen à prédominance française, NH démontre que ce n'est qu'une illusion. A cette fin, NH utilise pêle-mêle les arguments suivants : le choix du siège

social à Luxembourg et non en France ; la règle d'une coprésidence partagée entre le PDG d'Usinor et du groupe luxembourgeois Arbed ; l'alliance que passeront nécessairement les concurrents asiatiques avec les Américains pour lutter contre le géant européen ; les croupières que ne manquera pas de tailler Bruxelles pour que Newcom ne soit pas trop puissante, avec des cessions d'usines imposées à la clé, principalement en France.

En revanche, NH souligne que des conséquences sur l'emploi sont prévisibles, alors que les syndicats français ne sont polarisés que par les négociations sur les préretraites à Usinor.

La seule conclusion politique de ce premier article :

« Les nécessités de l'adaptation constante au mondialisme frappent d'absurdité toute prévision sociale. Ce que les responsables concernés se gardent bien de relever. » est pour le moins, par delà son défaitisme dépressif, un peu courte.

Quant au second article, consacré à la fois au géant de l'aéronautique EADS (fusion d'Aérospatiale-Matra et deux groupes allemand et espagnol) et à la situation de la téléphonie mobile, il donne les détails précis des licenciements envisagés, des sites à l'avenir incertain, de la diminution pour plusieurs sites du nombre d'intérimaires. L'article juxtapose ces deux secteurs, car celui de l'aéronautique, et plus particulièrement EADS, connaît une très bonne situation financière, à des perspectives de croissance de rentabilité, alors que celui de la téléphonie mobile arrive à saturation. Cette juxtaposition, permet à NH de montrer que dans les deux cas, rien de bon n'est à attendre. EADS démontre que *« se trouver dans la partie fragilisée par mondialisation d'une société prospère ne protège de rien »* alors que *« si l'on œuvre dans une branche en ralentissement, c'est bien pire. »*

Quant à la conclusion, venant à la suite de la description de la téléphonie mobile, elle aussi « riche » que celle du premier article :

« Ce n'est qu'un début. Car la mondialisation débridée rend impossible une planification sensée de ventes à moyen et long terme. Ce n'est pas valable que pour la téléphonie. Notre agroalimentaire devrait le constater à ses dépens. »

Néanmoins, au-delà des faiblesses soulignées, le souci manifesté par NH et donc du FN de porter son attention à des situations concrètes de difficultés d'emploi, dans une période de retour des plans sociaux, doit attirer toute notre vigilance.

Mégret en kiosque

Dans le n° 24 d'ISA, nous relations l'intervention de Sud PTT de la Manche et du MRAP de St Lô auprès du Directeur de St Lô Diffusion Presse pour protester contre la diffusion de la propagande raciste de B. Mégret dans les kiosques de la ville.

Le MRAP saisissait du même coup le procureur de la République du Tribunal de grande Instance de Coutances sur cette affaire, et portait plainte.

Malheureusement, le parquet du T.G.I. de Coutances a rendu un avis de « classement sans suite » pour « absence d'infractions ».

Si la Justice n'a pas vu d'infraction dans cette affaire, nous y voyons nous ûainsi que beaucoup de syndicalistes et de citoyensû un danger permanent qu'il convient de contenir et d'éliminer. La véritable liberté de la presse passe par cela aussi

National Hebdo digère mal Porto Alègre

Porto Alègre - Le contre sommet de tous ceux qui luttent contre le libéralisme échevelé symbolisé par le forum de Davos - est une grosse épine pour la propagande démagogique « anti-mondialiste » du fascisme.

National Hebdo par deux fois en Février revient sur ces deux forums avec des titres aussi évocateurs qu'énervés: « Davos et Porto Alègre, blanc bonnet et bonnet blanc » « La farce de Porto Alègre ».

Les articles ne donnent bien sur aucun argument sérieux à ce renvoi dos-à-dos. Ils se contentent de taper fort sur José Bové qualifié d' « imposteur » ! Et de conclure ainsi:

« il y avait aussi en Suisse les riches mondialistes qui font semblant de se pencher sur les pauvres et au Brésil d'autres riches mondialistes qui prétendaient parler au nom des pauvres. »

Le verbiage haineux autant que grotesque cache mal une inquiétude manifeste des fascistes. Leur fond de commerce « anti-mondialiste » s'effrite. La naissance d'un vaste front de gauche radical contre la mondialisation capitaliste et pour un nouvel internationalisme est en passe de constituer une alternative crédible à Davos mais aussi aux sirènes nationalistes et fascisantes. Porto Alègre est un véritable danger pour les Le Pen et Mégret et les méchants petits articles de N.H. en sont bien le témoignage!

Dans le collimateur

National Hebdo continue de déverser sa haine anti-syndicale.

Dans un numéro de Mars, c'est « l'étoile rouge du Sud » qui est visée. Ici le syndicat Sud de la Caisse d'Épargne Ecureuil qualifié de « syndicat marxiste », « issu d'une scission interne de la CFDT ».

L'article en profite pour tailler aussi des croupières à la CFDT accusée d' « activisme anti FN de très mauvais aloi qui ne retient même pas en son sein les éléments Marxistes »... !

Sans s'immiscer dans les débats intersyndicaux entre SUD et CFDT, gageons que le motif de la scission n'a rien à voir avec l'« activisme anti FN »!

Sur ce sujet, beaucoup de syndicalistes de SUD, de la CFDT, de la CGT ou d'ailleurs, se retrouveront par delà leurs divergences, dans ce combat essentiel; et c'est tant mieux!

A propos du monde paysan

Une page complète dans le n° 864 (du 8 au 14/02/01) de NH à propos de Luc Guyau où le journal semble ménager la FNSEA. Pas un mot plus haut que l'autre avec une description aussi détaillée de sa vie publique que de sa vie privée. Son contenu est identique à une rubrique nécrologique, sauf que ça n'est pas le cas !

On ressent quand même clairement à la lecture de l'article que cette personne est soutenue principalement parce qu'elle est opposée à un certain José Bové qui lui, est très loin de l'être : « Luc Guyau, président de la FNSEA depuis 1992, a réussi à tempérer les ardeurs utopiques d'un José Bové, porte-parole exalté de la Confédération paysanne (...). La lutte d'influence (...) va désormais se faire au couteau de tranchée ». Par contre, les articles sur José Bové sont beaucoup plus acerbes : Dans la même publication, on peut lire « Le mondialiste de la jet-set "anti-mondialisation" se voyait déjà comme le pourfendeur victorieux de la FNSEA... » mais enfin apparaît la position du FN face aux choix agricoles « On ne se félicitera pas pour autant de la "victoire" de la FNSEA, co-responsable (...) du génocide (sic) paysan et de la politique d'agriculture intensive qui a notamment conduit à la crise de la vache folle. »

Dans un autre article, NH ne cache pas son plaisir de voir José Bové aller en prison. Ses destructions de plants transgéniques ne plaisent pas du tout au journal. Mais si le problème agricole n'est pas abordé dans l'article, la conclusion donne une petite idée de ce qui les chagrine : « [José Bové] confirme son statut d'opposant officiel : coté pile le pouvoir socialo-mondialiste, côté face, le contre-pouvoir mondialo-socialiste, ce sont les deux côtés de la même médaille anti-française. »

Vigilance

Editions Bordas : Un choix de texte ambigu et douteux pour les élèves de 5^{ème}

« Mouloud...Il ressemblait plutôt à un gros rat qu'à un chat. Vif et gai (ce que nous appelons intelligent chez les hommes). Ainsi commence le texte que les éditions Bordas ont décidé de faire étudier aux élèves dans leur manuel Français 5^{ème}. Ce n'est pas l'auteur, Jean Grenier, écrivain de sensibilité humaniste qui est en cause, mais bien le choix de faire étudier un tel texte sorti de son contexte à de jeunes élèves. On pouvait espérer que le manuel susciterait analyse et distanciation vis à vis d'une lecture au premier degré, mais les questions posées aux collégiens semblent vouloir rester dans une ambiguïté douteuse : Chat considéré comme individu ou comme représentant de l'espèce ? demande-t-on. Que peut penser et ressentir un jeune de 13-14 ans d'origine arabe obligé d'étudier de cette façon un tel texte ? Quelle représentation mentale du maghrébin cela induit-il ? Les auteurs de l'ouvrage ne semblent pas se poser ce genre de question. Par négligence et stupidité ? Cette explication, qui nous ne satisfait pas, serait la moins pire. En tout cas la vigilance des enseignants s'impose plus que jamais pour refuser de telles dérives et continuer à promouvoir dans l'école des valeurs de tolérance, de fraternité en luttant contre toute propagation de préjugés racistes.

Abonnement

Nom Prénom	et/ou	syndicat
Adresse		
Code Postal		Ville
🍎 10 numéros (1 an) :50 F		
🍎 Abonnement de soutien : 100 F ou plus		
Chèque à l'ordre d'ISA		

Contact

ISA : B.P. 241-16 75765 Paris cedex 16
Fax :01 48 36 66 33
e-mail : isacom@worldnet.fr

Dir. de publication : F. Pécoup

Administration : I. Nicolas, JJ. Petiteau,

Rédaction : H. Alexandre (FGTE-CFDT), C. Aumeran (SNUI), C. Birnbaum (SNESUP-FSU), P. Farfart (SNUIPP-FSU), F Mahé RIF Paris 19° JP. Ravaux (SNPES-PJJ-FSU), D. Turbet-Delof (SNUI), J.L. Wichegrod (CGT Finances),
CCPA n°0603 S 05157

Edité par VISA / Imprimé par nos soins